



# Bulletin trimestriel de la Banque Centrale des Comores



**N°14**

Publication: Juin 2017

[www.banque-comores.km](http://www.banque-comores.km)

## Sommaire

Mot du gouverneur .....	2
I. Evolution de la situation monétaire, bancaire et financière.....	4
II. Evolution des soldes d'opinion.....	9
III. Evolution de la situation macro-économique des Comores sur la période 2001-2015 (volet n°2) .	10

## Liste des Tableaux

Tableau 1 : Situation monétaire.....	4
Tableau 2 : Dépôt par catégorie (en % du total) .....	5
Tableau 3 : Crédit par catégorie(en % du total) .....	6
Tableau 4 : Chambre de compensation.....	7
Tableau 5 : Opérations de change manuel et de transfert d'argent.....	8
Tableau 6 : Évolution des principaux taux d'intérêt et de change .....	8

## Liste des graphiques

Figure 1: Evolution des ressources et emploi des établissements de crédit .....	5
Figure 2: Evolution du taux de créances douteuses.....	6

Place de France – BP : 405 MORONI

Tel: (+269) 773 18 14 / 773 10 02 - Fax: (+269) 773 03 49

Email: [gdir-etudes@banque-comores.km](mailto:gdir-etudes@banque-comores.km) - Site web: [www.banque-comores.km](http://www.banque-comores.km)

## MOT DU GOUVERNEUR

Mesdames et Messieurs,

Nous avons le plaisir de vous présenter le bulletin de la Banque Centrale des Comores portant sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2017.

Dans ce numéro, en plus de l'analyse des évolutions monétaires, bancaires et financières et de la restitution de nos enquêtes de conjoncture sous forme de soldes d'opinion<sup>1</sup>, vous trouverez la suite de notre analyse sur l'évolution de l'économie comorienne sur la période 2001-2015.

Ce deuxième volet porte sur l'évolution du secteur extérieur.

Il n'est un secret pour personne que notre économie est fortement dépendante de l'extérieur, aussi bien en termes de produits (d'alimentation, d'équipements, ...) que de revenus (envois de fonds de la diaspora, appuis des partenaires au développement,...).

Sur la période sous-revue, le compte des transactions courantes de la balance des paiements des Comores présente, à l'exception de l'année 2015, un déficit quasi permanent, qui résulte :

- D'un déficit structurel de la balance commerciale (faiblesse des exportations face à une hausse croissante des importations),
- D'une balance des services déficitaire, notamment en raison du poids du fret dans les importations, en dépit des apports positifs des services Voyages et Télécommunications,
- D'une balance des revenus, qui a longtemps été plombé par le poids du service de la dette extérieure, fardeau sensiblement allégé avec le point d'achèvement de l'IPTE à fin 2012,

- Une balance des transferts courants largement excédentaire, notamment grâce aux flux privés, les transferts publics fluctuant, au gré des opportunités offertes (aides budgétaires, programmes FMI). Ainsi, pour la 1<sup>ère</sup> fois, le solde des transactions courantes est ressorti excédentaire en 2015, grâce à l'enregistrement en fin d'année d'une importante aide budgétaire.

Dans un contexte caractérisé :

- par le renforcement du commerce mondial des marchandises et des services, qui a augmenté d'environ 7% par an en moyenne sur les 30 dernières années, soit une hausse presque deux fois supérieure à celle de la production mondiale,
- par l'organisation du commerce international autour des regroupements régionaux (Union Européenne, ASEAN, ALENA, MERCOSUR, COMESA, SADC, CEEAC, CEDEAO,...),

les Comores doivent tirer avantage des échanges commerciaux qui peuvent influencer positivement sur la croissance et donc sur le développement du pays, en renforçant leur présence dans les organisations d'intégration régionale, dont ils sont membres, la COI et le COMESA. C'est l'occasion de saluer ici les démarches entamées en vue de l'accession des Comores à l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), qui vont dans ce sens également.

**Dr Younoussa Imani**

<sup>1</sup>Différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive et la proportion de répondants ayant exprimé une opinion négative.

## I. EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE, BANCAIRE ET FINANCIERE

### 1.1 LA SITUATION MONETAIRE

EVOLUTION DE M2 (EN MILLIONS FC)	MARS-16	JUIN-16	SEPT-16	DEC-16	MARS-17*
CIRCULATION FIDUCIAIRE	27 785	28 645	29 672	28 727	27 075
DEPOTS A VUE	48 571	47 465	54 938	55 541	53 638
DEPOTS D'EPARGNE	39 125	39 720	40 339	41 180	40 769
<b>MASSE MONETAIRE (M2)</b>	<b>115 481</b>	<b>115 830</b>	<b>124 949</b>	<b>125 447</b>	<b>121 482</b>
AVOIRS EXTERIEURS NETS	74 549	68 668	74 692	69 048	70 052
CREDIT INTERIEUR	71 522	77 350	80 296	85 399	82 758
CREANCES NETTES A L'ETAT	2 169	4 999	7 531	10 241	4 018
CREDITS A L'ECONOMIE	69 353	72 351	72 765	75 158	78 740
AUTRES POSTES NETS	(30 590)	(30 187)	(30 039)	(29 000)	(31 328)

**SOURCE : BCC, DEEMF** \*CHIFFRES PROVISOIRES

Tableau 1 : Situation monétaire

La masse monétaire affiche une contraction de 3,2% par rapport au trimestre précédent, s'élevant à 121,4 milliards FC contre 125,4 milliards FC à fin décembre 2016. Cette évolution s'explique par la forte contraction des créances nettes à l'Etat, suite à la forte amélioration des dépôts, et en dépit des consolidations des crédits à l'économie et des avoirs extérieurs.

En effet, le Crédit Intérieur affiche une contraction de 3,1% au cours du trimestre sous-revu.

Cette baisse est imputable aux créances nettes à l'Etat, qui se sont élevées à 4 milliards FC à fin mars 2017 contre 10,2 milliards FC au trimestre précédent, soit une contraction de 61%, en liaison avec l'amélioration des dépôts de l'Etat suite à l'encaissement d'une aide budgétaire de la part d'un pays ami, les créances brutes demeurant quasiment stables sur la période.

En revanche, les crédits à l'économie se sont maintenus dans la tendance haussière observée ces dernières années, l'encours s'élevant à 78,7 milliards FC à fin mars 2017 après 75,2 milliards FC à fin décembre 2016 et 69,4 milliards FC à fin mars 2016.

Par ailleurs, alors qu'ils s'inscrivaient dans une baissière en janvier et février, les Avoirs Extérieurs Nets de la BCC se sont fortement améliorés au mois de mars, reflétant la contrepartie de l'encaissement de l'aide budgétaire citée précédemment. En revanche, la position extérieure des établissements de crédit s'est fortement dégradée, passant de 6,9 milliards FC à fin décembre 2016 à 3,2 milliards FC à fin mars 2017, soit une baisse de 53%. Cette situation s'explique par l'accroissement des flux débiteurs, notamment pour le règlement des importations, aucune évolution majeure n'étant observée sur les engagements extérieurs.

Au niveau des composantes de la masse monétaire, les évolutions suivantes ont été observées :

- la circulation fiduciaire s'est contractée de 5,7%, s'élevant à 27,1 milliards FC à fin mars 2017 contre 28,7 milliards FC à fin décembre 2016,
- les dépôts à vue ont diminué de 3,4%, notamment ceux collectés par les établissements de crédit, dont l'encours est passé de 53,4 milliards FC à fin décembre 2016 à 50,5 milliards FC à fin mars 2017,
- les dépôts d'épargne se sont également contractés de 1%, ressortant à 40,8 milliards FC à fin mars 2017 contre 41,2 milliards FC à fin décembre 2016.

## 1.2 L'ACTIVITE BANCAIRE

Le total des bilans consolidés des Etablissements de Crédit s'est contracté de 6,3%, s'établissant à 118,7 milliards FC à fin mars 2017 contre 126,6 milliards FC à fin décembre 2016.

Cette situation résulte essentiellement de la forte contraction de l'encours des dépôts de la clientèle, qui est passé de 102,7 milliards FC à fin

décembre 2016 à 96,6 milliards FC à fin mars 2017, soit une baisse de 5,9%.

En revanche, l'encours des crédits a poursuivi sa progression, atteignant 81,6 milliards FC à fin mars 2017 contre 78,1 milliards FC à fin décembre 2016, soit une hausse de 4,6%.

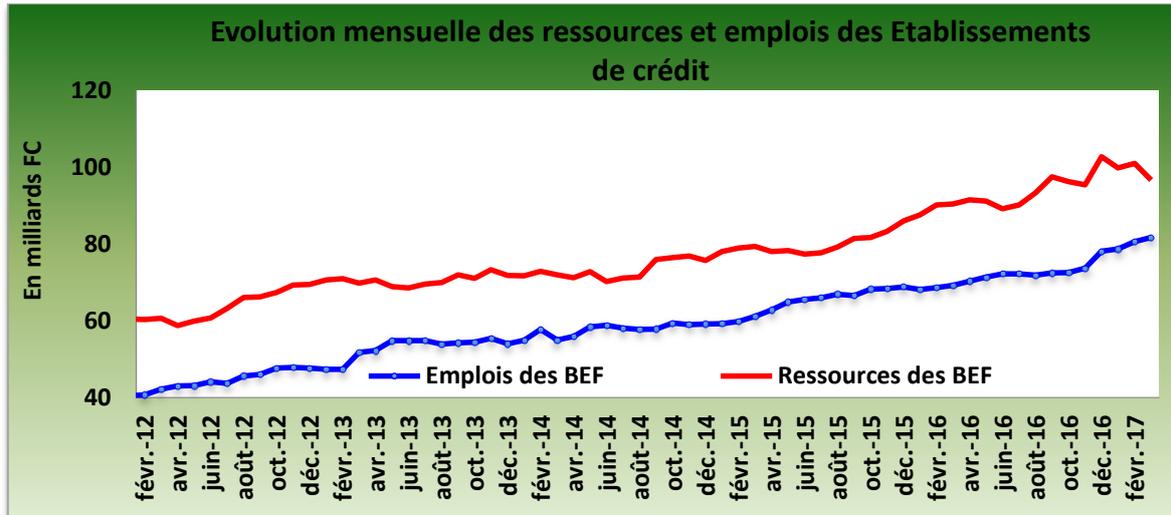


Figure 1: Evolution des ressources et emploi des établissements de crédit

En termes d'encours, la baisse constatée des dépôts a concerné essentiellement les entreprises privées (-17,1%), la catégorie « Autres » (-38,1%), et dans une moindre mesure les ménages (-0,6%), les entreprises publiques affichant en revanche une amélioration de leurs soldes (+3,5%).

En termes de répartition, les évolutions ci-après ont été observées :

- la part des dépôts des ménages s'est fortement améliorée, s'élevant à 70% à fin mars 2017 après 66,2% à fin décembre 2016,

- la tendance baissière observée tout au long de l'année 2016 au niveau des dépôts des entreprises privées s'est accélérée, leur part s'établissant à 16,1% contre 18,2% à fin décembre 2016,
- la part des entreprises publiques s'est à nouveau consolidée, s'élevant à 9,4% à fin mars 2017 après a légèrement diminué, passant 8,6% à fin décembre 2016 et 9,8% à fin septembre 2016,
- la part de la catégorie « Autres » s'est contractée, représentant 4,6% à fin mars 2017 contre 7% à fin décembre 2016.

DEPOTS PAR CATEGORIE	2016 T2	2016 T3	2016 T4	2017 T1
ENTREPRISES PUBLIQUES	5,8%	9,8%	8,6%	9,4%
ENTREPRISES PRIVEES	18,6%	18,5%	18,2%	16,1%
MENAGES (Y.C SECTEUR INFORMEL)	71,7%	68,1%	66,2%	70,0%
AUTRES	3,9%	3,7%	7,0%	4,6%

Tableau 2 : Dépôt par catégorie (en % du total)

Au niveau des crédits, l'encours est passé de 78,1 milliards FC à fin décembre 2016 à 81,3 milliards FC à fin mars 2017. Cette hausse de 4,6% n'a pas été observée sur l'ensemble des catégories de la clientèle.

En effet, l'encours des crédits octroyés aux ménages et à la catégorie « Autres » a augmenté de 11,7% et de 14,2% respectivement, tandis que les entreprises privées et les entreprises publiques ont vu leurs encours diminuer de 1,9% et de 1,1% respectivement.

En termes de répartition, la part des financements accordés aux ménages est passée de 43,5% à fin décembre 2016 à 46,5% à fin mars 2017, et celle de la catégorie « Autres » de 6,6% à 6,7% sur la période.

En revanche, la part des financements accordés aux entreprises privées a diminué, passant de 46,2% à 43,3%, tandis que celle des entreprises publiques est passée de 3,7% à 3,5%.

CREDITS PAR CATEGORIE	2016 T2	2016 T3	2016 T4	2017 T1
ENTREPRISES PUBLIQUES	0,6%	0,5%	3,7%	3,5%
ENTREPRISES PRIVEES	48,9%	47,0%	46,2%	43,3%
MENAGES (Y.C INFORMEL)	48,8%	50,6%	43,5%	46,5%
AUTRES	1,7%	1,8%	6,6%	6,7%

Tableau 3 : Crédit par catégorie(en % du total)

La qualité de portefeuille demeure préoccupante, avec un encours de douteux de plus de 20%. En effet, la légère amélioration observée à fin mars 2017 du taux de défaillance par rapport au trimestre précédent (20,2% contre 20,7%) est à nuancer, car elle résulte plus de l'augmentation du crédit (+4,6%), l'encours des créances douteuses ayant lui-même augmenté de 322 millions FC sur la période (+2%).

Cette situation impacte bien sur la rentabilité des établissements de crédit, qui conformément à la réglementation en vigueur, doivent couvrir ces créances. A fin mars 2017, le niveau des provisions s'est élevé à 11,1 milliards FC après 11 milliards FC à fin décembre 2016, représentant respectivement des taux de provision de 67,5% et de 67,7%.

Au niveau des autres indicateurs du bilan :

- la trésorerie nette s'est fortement contractée, passant de 40,9 milliards FC à fin décembre 2016 à 31,3 milliards FC à fin mars 2017, son plus bas niveau depuis octobre 2015,
- les immobilisations nettes ont augmenté de 4,2% par rapport à décembre 2016 (17,2% par rapport à mars 2016),
- les fonds propres se sont contractés de 12,2% par rapport à décembre 2016 (en baisse de 3,3% par rapport à mars 2016).

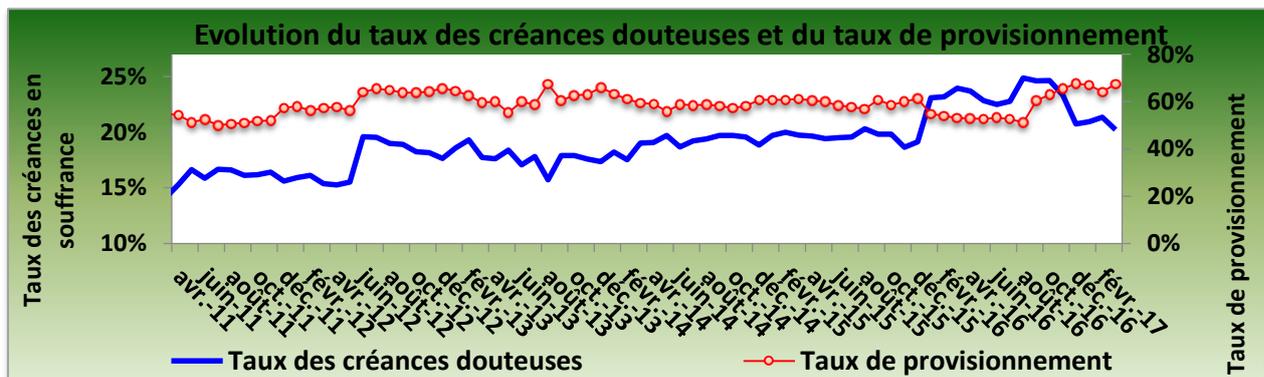


Figure 2: Evolution du taux de créances douteuses

### 1.3 CHAMBRE DE COMPENSATION

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, la chambre de compensation des valeurs affichent les statistiques suivantes :

- 17.230 chèques, représentant une valeur totale de 14,6 milliards FC, ont été présentés à la compensation contre 18.089 chèques d'une valeur totale de 15,6 milliards FC au trimestre précédent et contre 13.172 chèques (12,1 milliards FC) au 1<sup>er</sup> trimestre 2016 ;
- 325 chèques (1,9% du total des chèques présentés, représentant 207 millions FC sur un total de 14,7 milliards FC) ont fait l'objet de rejets contre 367 chèques (2% du total des chèques présentés, représentant 360 millions FC contre un total de 15,6 milliard de FC) au 4<sup>ème</sup> trimestre 2017 et 251 chèques (1,9% du total des chèques présentés, représentant 171 millions FC) au 1<sup>er</sup> trimestre 2016 ;
- 3.771 opérations de virement (23,2 milliards FC) ont été présentées contre 3.962 opérations (20,6 milliards FC) au trimestre précédent et contre 3.004 opérations (13,8 milliards FC) au 1<sup>er</sup> trimestre 2016 ;
- 69 demandes de virements (88 millions FC) ont fait l'objet de rejet contre 78 demandes (686 millions FC) au trimestre précédent et 50 demandes (84 millions FC) au 1<sup>er</sup> trimestre 2016.

Valeurs en millions FC		CHEQUES		VIREMENTS	
		PRESENTES A LA COMPENSATION	REJETES	PRESENTES A LA COMPENSATION	REJETES
2016 T1	NOMBRE	13 172	251	3 004	50
	VALEUR	12 080	171	13 790	84
2016 T2	NOMBRE	15 708	358	3 210	68
	VALEUR	14 694	330	15 023	439
2016 T3	NOMBRE	16 779	381	3 159	65
	VALEUR	14 842	553	17 780	275
2016 T4	NOMBRE	18 089	367	3 962	78
	VALEUR	15 616	360	20 570	686
ANNEE 2016	<b>NOMBRE</b>	<b>63 748</b>	<b>1 357</b>	<b>13 335</b>	<b>261</b>
	<b>VALEUR</b>	<b>57 232</b>	<b>1 414</b>	<b>67 163</b>	<b>1 484</b>
2017 T1	NOMBRE	17 230	325	3 771	69
	VALEUR	14 652	207	23 201	88

Tableau 4 : Chambre de compensation

### 1.4 OPERATIONS DE CHANGE DU SYSTEME BANCAIRE ET TRANSFERTS REÇUS ET EMIS PAR LES SOCIETES DE TRANSFERTS D'ARGENT

Le montant des transferts d'argent reçus par l'intermédiaire des sociétés spécialisées s'est élevé à 7,7 milliards FC au 1<sup>er</sup> trimestre 2017 contre 7,2 milliards FC au trimestre précédent et 6,4 milliards FC au 1<sup>er</sup> trimestre 2016. Au niveau du change manuel, les achats de devises effectués par le système bancaire ont représenté

l'équivalent de 5,2 milliards FC au 1<sup>er</sup> trimestre 2017 comme au trimestre précédent et après 5,9 milliards FC au 1<sup>er</sup> trimestre 2016.

Au niveau des sorties, les transferts émis ont atteint 2,1 milliards FC au 1<sup>er</sup> trimestre 2017 contre 2,3 milliards FC au trimestre précédent et 2,7 milliards FC au 1<sup>er</sup> trimestre 2016.

En revanche, les ventes de devises ont fortement baissé, représentant l'équivalent de 3,1 milliards FC au 1<sup>er</sup> trimestre 2016. au trimestre précédent et 6,1 milliards FC au 1<sup>er</sup> trimestre 2017 contre 4,8 milliards FC

EN MILLIONS FC	CHANGE MANUEL		TRANSFERTS TRANSITANT PAR LES SOCIETES SPECIALISEES	
	ACHATS	VENTES	RECEPTIONS	EMISSIONS
2016 T1	5 855	6 133	6 426	2 706
2016 T2	2 407	3 772	7 136	3 154
2016 T3	9 379	5 728	8 222	2 534
2016 T4	5 172	4 824	7 234	2 298
<b>ANNEE 2016</b>	<b>22 813</b>	<b>20 458</b>	<b>29 018</b>	<b>10 693</b>
2017 T1	5 280	3 069	7 682	2 070

Tableau 5 : Opérations de change manuel et de transfert d'argent

### 1.5 ÉVOLUTION DES PRINCIPAUX TAUX D'INTERET ET DE CHANGE

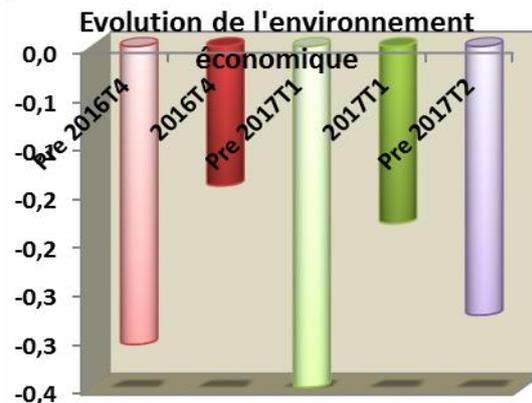
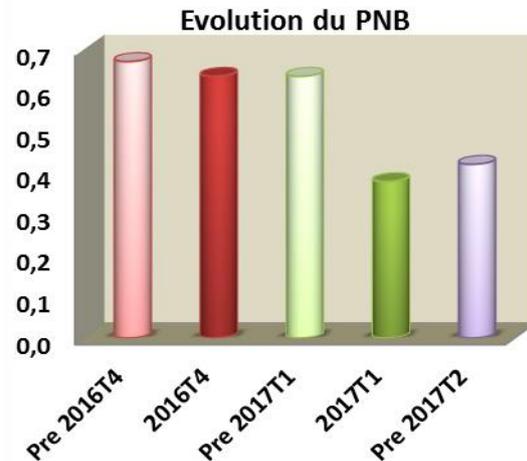
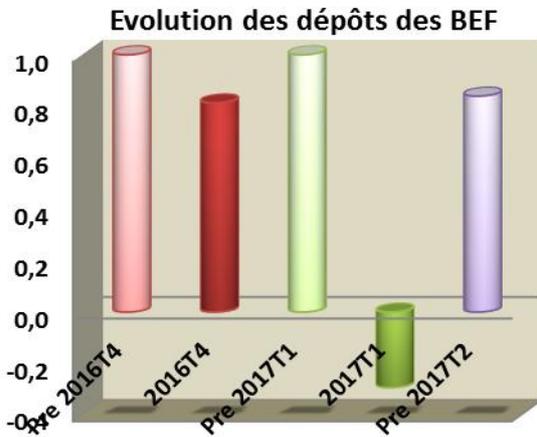
	OCT-16	NOV-16	DEC-16	JAN-17	FEV-17	MARS-17
<b>TAUX NATIONAUX</b>						
ESCOMPTE BCC (EONIA+1,5)	1,153	1,151	1,150	1,148	1,147	1,147
<b>TAUX DE REMUNERATION DES DEPOTS DES EC AUPRES DE LA BCC</b>						
-RESERVES OBLIGATOIRES (EONIA -1,25)*	-0,472	-0,474	-0,475	-0,477	-0,478	-0,478
-RESERVES LIBRES (EONIA - 1/8)*	-1,597	-1,599	-1,600	-1,602	-1,603	-1,603
TAUX DEBITEURS	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]
<b>TAUX DE LA BCE</b>						
EONIA	-0,347	-0,349	-0,350	-0,352	-0,353	-0,353
PRET MARGINAL	0,250	0,250	0,250	0,250	0,250	0,250
EURIBOR 1 MOIS	-0,371	-0,373	-0,370	-0,371	-0,372	-0,372
EURIBOR 6 MOIS	-0,207	-0,215	-0,218	-0,236	-0,241	-0,241
EURIBOR 12 MOIS	-0,069	-0,074	-0,080	-0,095	-0,106	-0,110
<b>TAUX DE CHANGE PAR RAPPORT AU FRANC COMORIEN A FIN DE MOIS (A TITRE INDICATIF)</b>						
ARIARY – MGA (MADAGASCAR)	0,139	0,139	0,138	0,142	0,151	0,139
DIRHAM – AED (EMIRATS ARABES UNIS)	122,161	126,372	127,038	124,247	126,295	125,230
DOLLAR – USD (ETATS UNIS D'AMERIQUE)	449,450	462,593	466,718	457,432	464,252	460,170
ROUPIE – MUR (MAURICE)	12,516	12,881	12,971	12,826	13,065	13,067
SHILLING – TZS (TANZANIE)	0,205	0,213	0,214	0,205	0,208	0,207
YUAN- CNY (CHINE)	66,342	67,204	67,207	66,509	67,597	66,805

Tableau 6 : Évolution des principaux taux d'intérêt et de change

## II. EVOLUTION DES SOLDES D'OPINION

Le solde d'opinion correspond à la différence entre le pourcentage des réponses positives et le pourcentage de réponses négatives.

Chaque opinion exprimée est pondérée par le bilan de l'établissement, considéré comme clé de pondération unique.



**Evolution des dépôts des BEF :** Alors qu'ils avaient tous anticipé une hausse des dépôts au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2017, les dirigeants des établissements de crédit dans leur grande majorité reconnaissent une situation inverse, les dépôts ayant baissé. Pour le 2<sup>nd</sup> trimestre 2017, ils s'attendent à une hausse des dépôts.

**Evolution des charges d'exploitation :** Au niveau des charges d'exploitation, la hausse anticipée a été globalement confirmée au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, et cette tendance devrait se poursuivre au 2<sup>nd</sup> trimestre.

**Evolution du PNB :** Contrairement aux anticipations, ils sont moins nombreux à enregistrer une hausse de leur PNB au cours 1<sup>er</sup> trimestre, et demeurent très partagés sur la prévision au 2<sup>nd</sup> trimestre 2017.

**Evolution de l'environnement économique d'ensemble :** Bien qu'ils ne soient pas tous unanimes sur l'évolution au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, contrairement à leurs anticipations, les dirigeants des établissements de crédit ont une appréciation très négative pour le trimestre en cours.

### III. EVOLUTION DE LA SITUATION MACRO-ECONOMIQUE DES COMORES SUR LA PERIODE 2001-2015 (VOLET N°2)

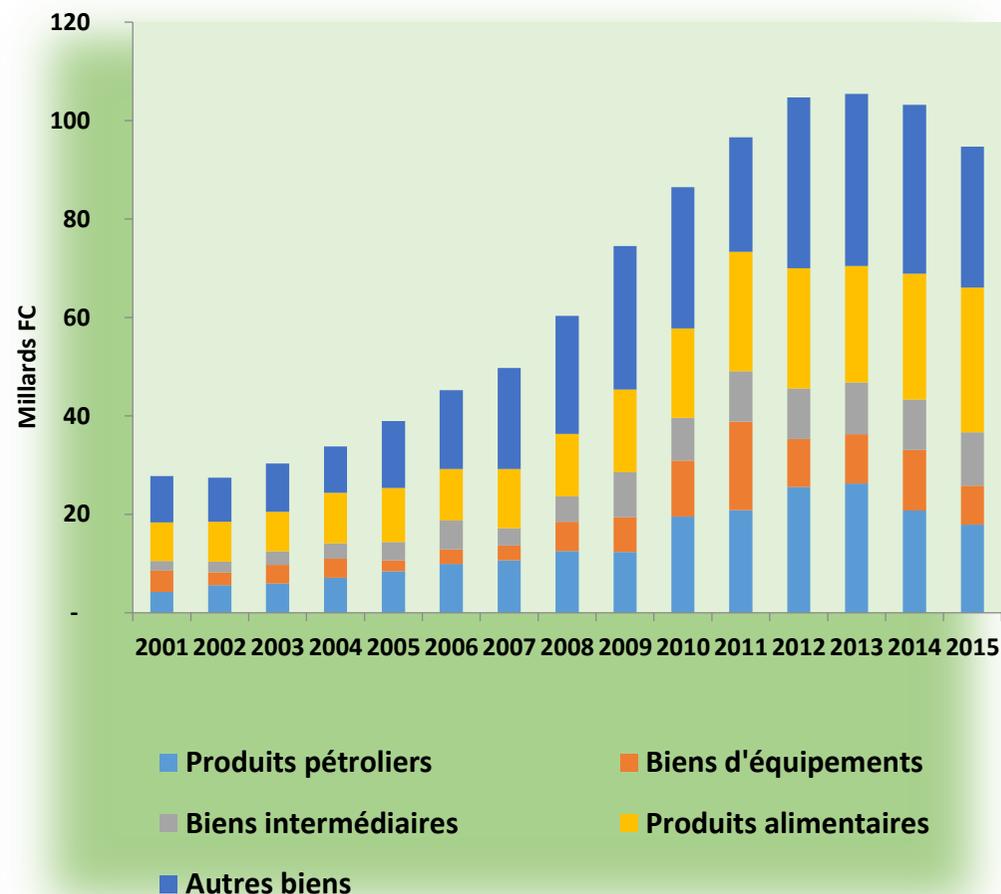
#### Secteur extérieur

Le compte des transactions courantes de la balance des paiements des Comores présente un perpétuel déficit, en liaison avec le déficit structurel de la balance commerciale (faiblesse des exportations face à une hausse quasi-récurrente de la valeur des importations), compensé partiellement par la bonne tenue des transferts courants, essentiellement privés. Les transferts publics affichent une évolution erratique, au gré des opportunités offertes (aides budgétaires, programmes FMI).

En effet, l'évolution du commerce extérieur des Comores au cours de la période est caractérisée par :

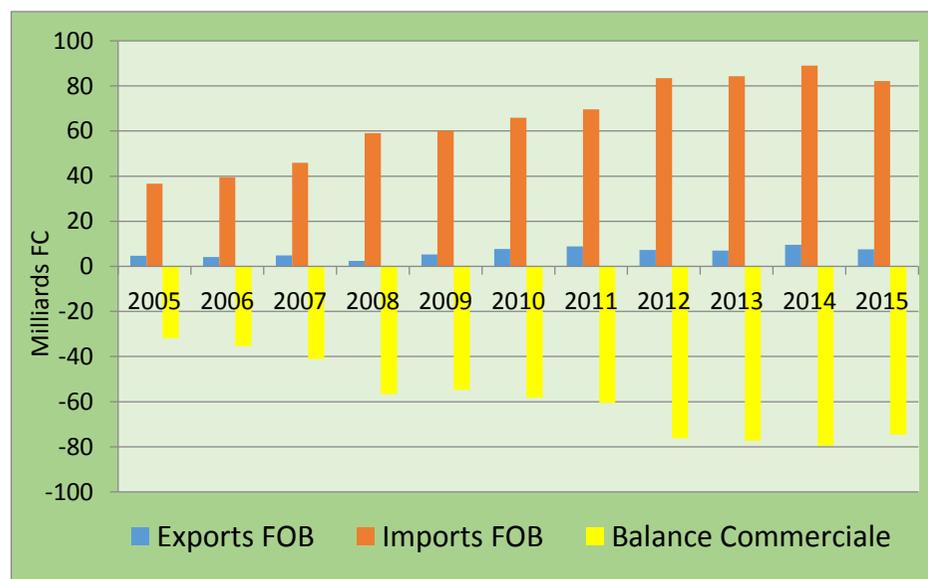
- Une faible diversification de l'offre de produits destinés à l'exportation : trois principaux produits de rente (clous et griffes de girofle, gousses de vanille « préparée » et essences d'ylang-ylang) composent l'essentiel des exportations, et leurs parts respectives fluctuent en fonction des cours mondiaux ;
- Une concentration des exportations sur 5 principaux partenaires commerciaux, qui reçoivent plus de 70% de nos produits ;
- Une forte diversification de la nature des produits importés mais dont la provenance se concentre sur 10 pays essentiellement (80% des importations) ;
- En termes de répartition géographique, l'Asie et le Moyen-Orient prennent des parts de marché de plus en plus importantes dans les échanges commerciaux avec le pays, au détriment de l'Europe et de l'Afrique.

*Des importations en hausse*



Le pays présente un déficit commercial quasiment structurel, du en grande partie par l'accroissement régulier des importations face à une rigidité des exportations. En effet, en dépit du potentiel agricole diversifié, le pays importe de plus en plus de produits alimentaires (en moyenne sur les 10 dernières années, les produits alimentaires représentent 24% du total des importations), mettant le pays dans une situation d'insécurité alimentaire et de grande vulnérabilité.

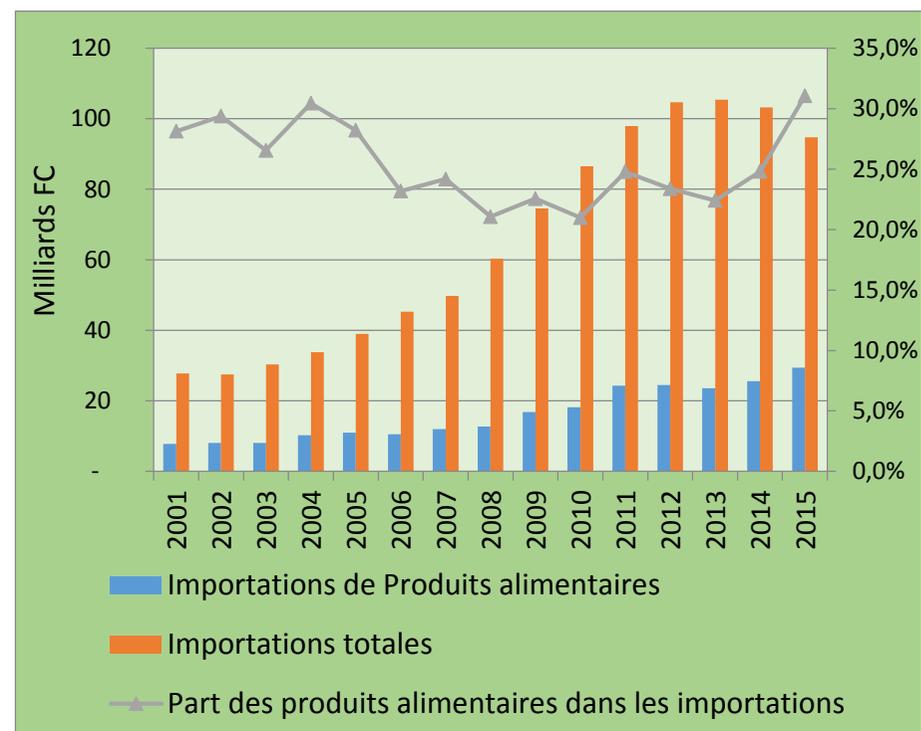
*Un déficit commercial structurel important*



Les habitudes alimentaires ont fortement évolué dans le temps. Aujourd'hui, les importations de produits alimentaires concernent aussi le bétail, les viandes surgelées, toutes sortes de condiments (farine, sucre, huiles,...).

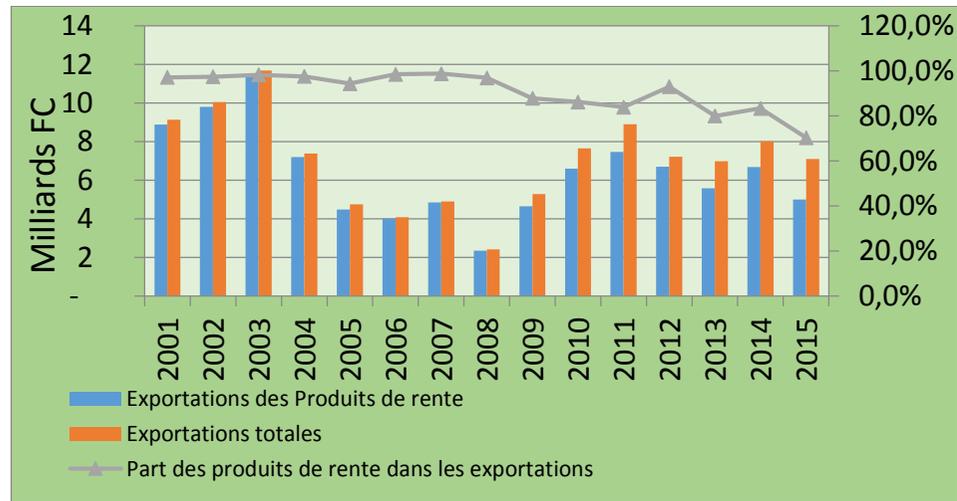
A titre illustratif, le riz, essentiellement importé, est devenu au fil des années l'aliment de base de la population comorienne, au détriment des ressources alimentaires produites localement. Les importations de riz qui s'élevaient à 24.000 tonnes au début des années 2000, soit environ 2,8 milliards FC, ont atteint 61.700 tonnes en 2015, équivalent à 12,1 milliards FC. Ce montant est largement supérieur (1,7 fois) à celui de l'ensemble des exportations.

*Part importante des importations de produits alimentaires*



En revanche, les produits de rente, où les Comores disposent d'un avantage comparatif indéniable, subissent très peu de transformation et sont exportés à l'état quasi-brut, sans valeur ajoutée.

*Des exportations dominées par les produits de rente*



En parallèle, les envois de fonds des Comoriens vivant à l'étranger représentent chaque année environ 25% du Pib.

En 2015, les transferts bruts captés par le système bancaire ont été évalués à 59 milliards FC contre 21,1 milliards FC en 2001.

Traditionnellement, on distingue deux grandes voies à travers lesquelles les fonds transitent vers les Comores, « la voie informelle et la voie formelle ».

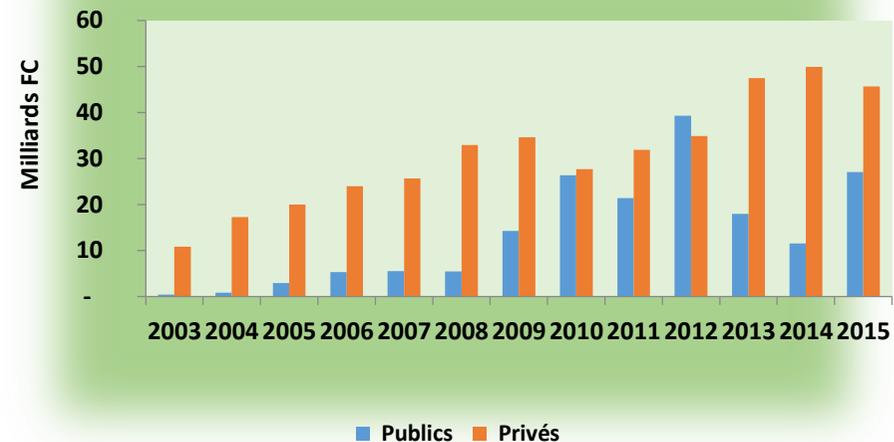
La voie informelle, qui est relative à l'intermédiation jouée par les voyageurs se rendant aux Comores, a longtemps été prédominante, mais son influence tend à se diluer au profit des transferts formels effectués par l'intermédiaire de sociétés de transfert d'argent. En effet, alors qu'ils constituaient 85,4% des envois en 2001, les transferts informels ne représentent plus que 51,3% du total des envois de fonds en 2015.

Les montants transférés viennent le plus souvent soutenir les besoins quotidiens des familles restées au pays, allant de l'achat de denrées alimentaires au règlement de la facture d'électricité, en passant par l'acquittement des droits de scolarité, mais peuvent également servir au financement de la construction d'une maison ou à la célébration du « grand mariage » coutumier.

D'autres formes de transferts sont adressées directement aux associations villageoises, afin de servir au développement communautaire en finançant des activités sociales comme la construction d'écoles ou de dispensaires, et ou culturelles comme l'aménagement de centre sportifs ou bibliothèque.

Ces transferts de fonds des émigrés permettent donc d'atténuer la pauvreté, mais leur effet sur la croissance est mitigé. Jusqu'à présent, les transferts alimentent surtout la consommation des biens importés

*Répartition des transferts courants*



En conclusion, l'économie comorienne se trouve donc caractérisée par :

- Un déficit commercial structurel, avec l'aléa associé d'un risque d'une inflation importée,
- Une forte dépendance vis-à-vis des financements extérieurs, aussi bien privés (diaspora) que publics (aides, dette).

Dans un contexte mondial, marqué par l'accroissement des échanges commerciaux (le commerce mondial des marchandises et des services commerciaux a augmenté d'environ 7% par an en moyenne sur les 30 dernières années, soit une hausse presque deux fois supérieure à celle de la production mondiale), ces déséquilibres risquent de s'accroître encore plus.

Les phases de croissance prononcée du commerce correspondant à des phases de croissance économique soutenue, une réflexion est nécessaire afin que les échanges commerciaux influent positivement sur la croissance et donc sur le développement du pays. .

Le secteur des services, notamment sur le développement de l'offre touristique, présente des potentialités énormes qu'il faudrait exploiter. En effet, comme il a été exposé dans le volet relatif au secteur réel, le secteur des services se développe, mais reste fortement concentré autour des activités peu risquées, purement commerciales et sans création de grandes valeurs ajoutées et caractérisées par une forte prépondérance des opérateurs informels.

Par ailleurs, la présence sur le commerce international doit tenir compte et s'organiser de plus en plus autour des regroupements régionaux, dont les Comores sont membres, à savoir la COI et le COMESA.

